

Rapport de fin de mandat
2013-2014
Vice-présidence exécutive

Simon Ouellette
Présenté à tous les membres de la FÉÉCUM

10 avril 2014
FÉÉCUM
Université de Moncton
Campus de Moncton

Chers membres de la Fédération,

Il me fait grand plaisir de vous fournir mon rapport de ce qui s'est passé durant mon mandat comme vice-président exécutif. Dans les pages qui suivent, vous ne retrouverez pas un résumé des projets avancés dans le cadre de mes fonctions, mais surtout mes questionnements et mes critiques. J'invite plutôt les lecteurs à consulter le document préparé par Kevin Arseneau, qui résume admirablement bien l'année. Je vous rappelle d'entrée de jeux que tout le travail réalisé cette année fut réellement le résultat d'une entraide incomparable dans notre équipe au conseil exécutif et au conseil d'administration. Ayant eu la chance dans le passé d'avoir fait partie de l'équipe de l'exécutif de la FÉÉCUM en 2009-2010, je vous admetts franchement que cette année fut incroyablement plus plaisante et glorieuse. Pourquoi? Nous avons enfin eu une équipe à l'exécutif qui possédait un sens clair de ce que doit être l'éducation dans une société démocratique moderne : un droit!

Par souci de vulgarisation et de clarté, j'éviterai dans ce rapport le langage «politiquement correct». Si vous prenez le temps de lire ce document, vous remarquerez que j'ai préféré adopter un ton plus humoristique, doublé avec un ton de pamphlétaire. Bref, je me suis fait un fun à écrire ce texte complètement subjectif.

=====

Maudit qu'on a fait du chemin cette année! Pourquoi? Notre exécutif était bien politisé à gauche, dès le début de son mandat et jusqu'à la dernière journée. Cela a été clair dès le jour où nous avons mis notre candidature aux élections de la FÉÉCUM. Ça l'a fait du bien, et cela a redonné à la FÉÉCUM un peu de son lustre qu'elle avait perdu avec les exécutifs centristes et conservateurs qui se sont succédé dans les derniers quinze ans. Oui, j'ai la tête enflée. Oui, je suis prêt à affirmer qu'une fédération qui n'est pas de gauche ne mérite pas le titre de FÉÉCUM, car elle salit son histoire et sa mission fondamentale progressiste. Un exécutif de gauche ne méprise pas son effectif, il tient un discours cohérent, bien vulgarisé pour tous les membres et le public en général. Il agit selon les principes et valeurs fondateurs de sa fédération et cherche à continuellement outiller, éduquer et habiliter (empowerment) ses membres, car ce sont eux qui doivent diriger. En ce sens, la fédération n'aurait rien à perdre à se rapprocher d'une certaine gouvernance inspirée de la démocratie directe.

Notons Notre politisation n'a jamais signifié un appui à un parti quelconque, puisque la partisanerie de parti n'a pas sa place dans les revendications étudiantes que nous réalisons. Il faut distinguer entre LE politique (la chose publique, les questions sociales, économiques, le vivre ensemble) et LA politique (les élus, les élections, les parlements, les mécanismes du pouvoir, etc.)¹.

Il y a une chose qui est essentielle à saisir pour tous les leaders étudiants : un mouvement (qu'il soit étudiant, politique, culturel, religieux, etc.) existe pour travailler la réalité politique pour faire de ses rêves une réalité. On doit agir et faire plus que subir son environnement: il faut le transformer. C'est

¹ Je dois toutefois admettre le péché d'avoir eu un enthousiasme particulier lorsque le président et moi avons rencontré une candidate de Québec Solidaire l'été dernier!

nous qui devons avancer la notion de gratuité scolaire au Nouveau-Brunswick jusqu'à ce qu'elle devienne une idée «mainstream», acceptable et respectable. C'est nous qui devons nous salir les mains avec cette idée présentement jugée trop gênante, l'avancer jusqu'à ce qu'au contraire, tous ceux qui la touchent en seront bénis. Si on se dit que l'on ne réussira pas parce que «la population n'est pas convaincue en ce moment», nous échouons comme mouvement en ne réalisant pas ce qu'est notre rôle d'Acteur politique: de déblayer et bâtir le chemin du rêve à la réalité concrète et vécue. Prenons l'exemple du fameux Medicare. Personne n'oserait aujourd'hui politiquement s'attaquer à notre régime de santé universel! C'est un bien public immense. Il y a 50 ans pourtant, c'était une idée marginale, jugée comme impossible à mettre en oeuvre, vue par le public comme complètement utopiste. Mais à un moment donné, à force de répéter le message, l'articuler, le prouver, le démontrer, de l'essayer dans quelques provinces... on a fini par n'avoir à faire qu'un petit pas politique pour y arriver, puisque l'idée avait passé et était enfin acceptée de tous comme une évidence.

Pourquoi ne ferions nous pas fait la même chose avec notre éducation? Messemble que Gramsci avait un truc à dire là-dessus... l'hégémonie... ouais...

Dossiers classiques :

ACAE - CASA (Alliance Canadienne des Associations Étudiantes)

Cette année, il a été clair que nous n'allions pas perdre l'argent des étudiants à faire des voyages frivoles au travers du pays pour discuter de projets politiques (du «policy work» comme disent les Anglais) franchement tièdes et manquant de vision à long terme. La faiblesse de l'ACAE est évidente depuis trop longtemps. La FÉECUM n'a absolument rien à gagner à participer aux multiples forums, assemblées ou moments de lobbying organisé par cet organisme de droite. À son meilleur, CASA est une mauvaise école de formation du parti Libéral fédéral. À son pire, c'est un organisme néo-libéral noyauté par les représentants étudiants albertains ultraconservateurs. Ayant boycotté toutes les rencontres de l'ACAE, j'ai toutefois profité de leur AGA à Charlottetown pour leur présenter un long discours à 9h du matin lors de la première journée de réunion. Vous trouverez mon discours reflété en grande partie dans ma lettre à l'ACAE que j'ai laissé dans l'annexe de ce document.

Mon discours a suscité de vives réactions, applaudissements, mais aussi une opposition qui nous ramène toujours son lot de sophismes bon-ententistes : «il faut être près du pouvoir pour faire avancer nos dossiers» m'a t'ont répété. Est-ce qu'on peut arrêter de faire les licheux pour une fois? Tenons-nous donc debout à la place. Revendiquez vos droits plutôt que de les quémander tièdement dans un document de «recherche» glissé sous la porte des députés (qui d'ailleurs ne cherchent qu'un photo-op avec des jeunes pour faire de la pub et dire qu'ils sont «à notre écoute»).

Mon appel au changement fut un coup d'épée dans l'eau. Pourquoi? Parce que l'organisme est moribond et vit encore des tensions internes qui menacent son existence même. Bref, rien n'a changé depuis mes dernières visites en 2009 et 2010. L'ACAE (on devrait dire CASA, puisque tout s'y passe en anglais) est plus près de l'autodestruction que d'un potentiel changement audacieux. Prenons note que plus de 6 universités (sans inclure la nôtre) membres menaçaient à ce même AGA de se retirer officiellement de l'ACAE. L'organisme est un plomb dans l'aile pour le mouvement étudiant canadien. Il est inefficace, il manque de vision, et il tente de tout faire (lobbying, recherche, concertation) et échoue sur tous les points. Même les associations plus conservatrices (Albertaines et

Ontariennes surtout) sont déçues, car l'association est incapable de générer quelque traction médiatique.

Bref...

1. Il est temps que la FÉÉCUM se tourne vers la Fédération Canadienne des étudiantes et étudiants. Cependant, avant même d'aller voir la FCEE, il faut que nous tissions des liens plus forts avec les associations québécoises, qui ont franchement plus de choses intéressantes (stratégies, formation, militance, efficacité, rapport de force politique) à nous dire que nos compatriotes anglophones.

2. Il serait irresponsable de continuer d'être membre d'un organisme qui s'oppose à la vision de la FÉÉCUM et qui est incapable de saisir l'idée de rapport de force politique. J'exhorte le prochain exécutif à poursuivre le processus de désaffiliation que l'on a entamé cette année en devenant membres associés. Suivons l'exemple de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université, l'ACPPU, qui montre la voie en refusant de perdre son temps avec l'ACAE.

SANB et le Forum des organismes acadiens

La SANB est une alliée traditionnelle de la FÉÉCUM. Il faut l'épauler dans ses revendications pour le peuple acadien. Le mandat de Jean-Marie Nadeau fut particulièrement brillant : il faut un grand allié de la cause étudiante. Jeanne d'Arc Gaudet a pris le flambeau de la présidence cet été 2013, mais on remarque que cette présidente n'a pas l'audace et la cohérence idéologique de son prédécesseur. Une note aux futurs exécutifs : il faut éviter de trop perdre de temps à recevoir l'aval du Forum des organismes et de la SANB avant d'agir et de faire nos campagnes provinciales : la SANB présente est incapable médiatiquement de fournir un appui politique utile et fort à nos revendications. Il ne faut pas la mettre de côté, mais trop souvent c'est «slow comme la mélasse» le travail militant avec eux! Notre expérience de la pétition cette année nous a clairement démontré que l'initiative militante est difficile à opérationnaliser avec la SANB, qui a besoin d'un rajeunissement, mais surtout d'un leadership fort. La FÉÉCUM aurait avantage à noyauter (oui, dans le sens trotskiste!) les sections locales de la SANB pour rajeunir le mouvement acadien provincial, qui hésite trop de se positionner sur les questions essentielles pour la vie acadienne (et pas uniquement la survie!). La SANB doit se pencher sur les enjeux économiques et démographiques surtout, plutôt que de tenter de se comporter comme un «organisme de protection des consommateurs francophones» qui ne se préoccupe que de la livraison de services en français dans le domaine de la santé et l'éducation. Il me semble qu'il nous faut un leadership socialiste acadien qui milite pour une meilleure redistribution de la richesse, encourager nos coopératives et favoriser l'autonomie régionale.

Environnements physique : les bureaux de la FÉÉCUM

J'ai donné un coup de pinceau aux locaux de la FÉÉCUM. Du rouge svp. Merci à Raymond, Émilie, et Dillon Turpin de CKUM pour son aide. De plus, je me suis débarrassé des cubicules: c'est pas vrai que les bureaux de notre Fédération devraient ressembler à un maudit call-center. On a fait bâtir des tables de travail immenses, question de favoriser le travail collaboratif.

EN BREF...

Liste d'accomplissements 2013-2014

1. Se débarrasser des cubicules aux locaux de la FÉÉCUM, pour mettre des tables de travail en commun, et peindre les locaux. Acheter des drapeaux pour la FÉÉCUM pour rendre notre présence évidente partout.
2. Faire de la Fédération un membre du Front commun pour la justice sociale
3. Organiser des marchés des fermiers sur le campus
4. Multiplier les métaphores agricoles lorsque possible (ex: les carottes croches à Kevin, «On n'est pas des vaches à lait», ou on a loué plein de petites vaches pour la manif des étudiants internationaux)
5. Transférer tous les comptes de la Fédération de la Banque Nationale vers les Caisses populaires acadiennes
6. Tournée provinciale pour faire de l'éducation un projet de société dans les bars locaux dans le monde rural et urbain (Kedgwick, Petit Rocher, Rogersville, Edmundston, Moncton, Fredericton, Caraquet)
7. Visiter nos expatriés (gang du journal *Astheure* et une visite chez nos cousins québécois de la Feuq, l'Assé et la Fecq) + 3 jours et 2 nuits au Camp de formation de l'ASSÉ.
7. Faire démissionner le président du conseil des gouverneurs (et aussi son acolyte Louis Leger) grâce à notre pression (conjointement avec l'ABPPUM) pour contester son manque de transparence
8. Modifications constitutionnelles pour rendre le pouvoir des conseils plus grand au CA de la FÉÉCUM (force communautarisante) et retirer les droits de vote de l'exécutif.
9. Intervenir dans les médias francophones à toutes les occasions, et prendre grande fierté à intervenir sur les radios communautaires (*Parle Parle*, *Jase Jase* sur CJSE, animation tous les lundis à l'heure du retour sur CKUM, et bien plus)
10. Forcer un Breton (Cyril Kerboul) à écouter du country acadien et connaître le répertoire de Raymond Savoie par cœur.
11. Lutter pour un centre étudiant par et pour les étudiants, lutte juridique et pratique (pas terminé, mais ça continue!)
13. Protéger les programmes fondamentaux (maîtrise en droit, spécialisation en sociologie, spécialisation en économie, par exemple) en réussissant un vote historique au sénat, ou pour la première fois, le Sénat s'est opposé à l'Administration sur un dossier chaud.
14. Installation du râtelier à vélos au Centre étudiant (ça l'a pris 4 mois pour forcer la main à l'administration afin qu'elle le paie et l'installe... 4 mois de tétage pour un goddam de rack à bicycles de 3000\$... C'est compliqué faire des petits gestes efficaces quand tu n'es pas maître des lieux, hein?)

Chialage et grattage de fond de tête

1. Trop peu de formations de qualité offertes aux conseils

On manque de formation militante, et d'un encadrement organisationnel pour appuyer nos leaders étudiants. Il faut former un leadership de gauche. Shameless! Pas de temps à perdre à faire

des formations de leadership boboches a la sauce FJFNB s'il n'y a pas de composante politique d'empowerment démocratique collective (ce que j'appelle développer les forces de la gauche!)

2. Dossier du Centre Étudiant

Cette année, parce que j'insistais en mai 2013 à voir notre contrat avec l'université pour la question du titre de propriété du Centre Étudiant, nos employés ont découvert qu'il n'y avait tout simplement pas de document nulle part. Apparemment, on ne posséderait rien en droit (sur papier) du 3,9 millions de \$ provenant des cotisations de la FÉÉCUM versés à l'Université de Moncton pour la construction du centre. Une abomination.

On a lancé la campagne pour reprendre notre centre étudiant en droit et en pratique.

1. Chercher nos droits dans le centre étudiant présent. Ne pas négliger une potentielle poursuite de l'université pour faire respecter nos droits de fiduciaires.

2. Construire un vrai centre étudiant, une maison étudiante je dirai, pour ne pas avoir à partager de l'espace avec des bureaux de l'université. Sinon on retombe dans la guerre d'attrition de locaux qui se mène présentement avec l'administration depuis la création du Centre Étudiant en 1992.

Il nous faut un édifice qui réponde bien à nos besoins. Pas un maudit ski lodge moderniste froid qui coule de partout et a des murs pleins d'amiante! Sur campus, près des 4 résidences (donc aux 4 coins de Lefebvre/P.A.-Landry) pour enfin avoir un vrai bar/café étudiant, un édifice COMPLÈTEMENT autogéré par et pour les étudiants. Pas d'affaire à nous faire écoeurer par la sécurité, par les loisirs socioculturels, par l'administration, pour avoir des permissions pour mettre des simples affiches sur NOS murs!

Consultez les recherches de Raymond Leblanc, notre merveilleux agent de recherche., pour les détails de cette sordide saga qui ne fait que commencer. Je vous invite d'ailleurs, cher lecteur, à fouiller le site web feecum.ca pour voir comment avance ce dossier. Je reste à l'affut et je compte bien continuer à lutter sur ce projet historique qui DOIT réussir et enfin aboutir a un espace autogéré, un espace de liberté et de création. Je suis tellement écoeuré de me faire parler du Kacho comme si c'est un espace mythique qu'il faut seulement pleurer, un lieu et un temps béni que l'on ne verra plus jamais. Ça me fait penser aux lamenteux qui se masturbent sur la tristesse de la Déportation. Sa suffit l'apitoiement. On a fait notre deuil, maintenant crachons-nous dans les mains et allons bâtir notre avenir. Donnons-nous un lieu de liberté qui fera paraître le Kacho comme un monastère ben straight puis plate en comparaison avec la débauche dionysiaque glorieuse de notre maison étudiante. Un incubateur politique et artistique. Une maison du pêcheur (comme ce l'était pour nos camarades souverainistes en Gaspésie!) sur la butte de l'université!

3. Ressources humaines

Je me pose de sérieuses questions sur la part de notre budget qui va en ressources humaines qui finit en salaires assez élevés pour une si petite fédération. Je crois qu'il y a certains postes notamment au niveau des activités sociales, au secrétariat et aux communications, qui selon moi, devraient être occupés par des finissants récents qui ont des contrats plus courts, avec un maximum de possibilités de renouvellement (maximum 5 ans de service pour la fédération). La fédération ne peut pas être un plan de carrière à long terme pour tous ses employés... Je me permets d'avancer

aussi un argument complètement âgéiste : les employés plus âgés sont généralement plus facilement déconnectés (de l'internet!) de la jeunesse qu'ils sont censés servir dans leurs fonctions quotidiennes, car leur réalité personnelle n'est plus du tout celle des étudiants de premier cycle (qui consiste en la majorité de nos membres).

Annexe 1: Plateforme électorale

Objectif principal : je désire un changement d'attitude dans le fonctionnement de notre fédération. La FÉÉCUM doit apprendre à se comporter comme un syndicat étudiant.

Qu'est-ce qu'une fédération qui agit tel un syndicat étudiant?

- **Elle revendique** pour d'améliorer la condition sociale des étudiants (logement, frais d'accès, horaires, stages, conditions d'études)
- **Elle parle franchement**: Elle emploie un vocabulaire clair dans ses communications, elle vulgarise efficacement ses messages en fonction de son public
- **Elle politise** : reconnaissant l'importance du rapport de force nécessaire dans toute lutte sociale, elle agit au-delà de la simple sphère étudiante et vise le bien communautaire. L'avenir de la fédération se tient dans une société informée, organisée et participative.
- **Elle applique la démocratie interne** : plus grand est contrôle des membres, plus la fédération sera capables de lutter pour les intérêts des étudiants. Elle respecte les associations et facultés membres et désire les habiliter. La fédération doit rendre ses ressources humaines et financières plus disponibles pour la réussite des objectifs à long terme de la fédération et a l'habilitation des associations dans la réalisation de ces objectifs.

Communauté

- Prendre position sur les dossiers qui dépassent le cadre du monde universitaire (linguistique, culturelle, politique, emploi, etc.)
 - Participation aux luttes connexes, surtout dans les domaines d'emplois/activités des étudiants et diplômés.
 - Prendre notre place sur les dossiers acadiens et dossiers touchant les populations d'où proviennent nos étudiants.
 - S'affirmer et s'afficher dans les médias pour augmenter la visibilité de la fédération et de ses membres
 - Exiger le respect des droits d'étude et du travail des étudiants. Dans nos stages, les étudiants sont vus comme du *cheap labor*. Pensons par exemple aux étudiants en éducation qui doivent faire un stage de 4 mois, ou ils travaillent 40 h au moins par semaine, comme des enseignants, mais sans aucune rémunération, logement, dîner ou autre compensation...et que par la suite, l'administration les charge les pleins frais de scolarité!
 - Devenir membre du Front commun pour la justice sociale
- **Logement**
 - Lutter pour plus de logements abordables sur le campus

- Exiger que le prix des résidences soit réduit significativement –qu’il accote celui des chambres a l’extérieur du campus (350 par mois). (prix médian du loyer présent : 580 \$ par mois)
 - Mieux prendre en compte les questions de logement dans les revendications de la fédération : chercher à avoir des sièges au CA pour des représentants de résidences.
 - Préparer une campagne provinciale pour le logement abordable (dans son sens large, qui dépasse le logement étudiant) en collaboration avec les étudiants des collèges et autres universités.
 - Examiner les avenues possibles pour la création de nouveaux logements étudiants avec la ville, la province, coopératives de logement, etc.
- **Les frais et l’endettement**
 - Exiger une baisse des frais de scolarité, et refuser toute hausse
 - Préparation en vue des élections provinciales de 2014 et rédaction d’objectifs audacieux à long terme pour la fédération.
 - Conjuguer la lutte pour l’accessibilité de l’éducation à celle contre la déresponsabilisation de l’État.
 - Exiger une amélioration des programmes présents de réduction de la dette étudiante et demander le retrait du calcul de la contribution parentale sur le programme de prêt.
 - S’attaquer à la question de la dette des étudiants internationaux en développant avec des partenaires (telles la SANB, la SNA le CAIIM, etc.) un plan de remboursement des études pour les immigrants issus de notre université qui veulent la citoyenneté canadienne.

Annexe 2 : lettre adressée à l'ACAE

Pour un syndicalisme de combat — Mettons fin au néolibéralisme à l'ACAE

Chers membres de l’Alliance canadienne des associations étudiantes, bonjour!

Je m’appelle Simon Ouellette. Fier Acadien, étudiant à la faculté de droit de l’Université de Moncton. Aujourd’hui, je vous parle en tant que représentant de la FÉÉCUM, la Fédération des étudiants et étudiantes du Centre Universitaire de Moncton. Je vous ai préparé cette lettre afin de vous faire une proposition de changement de cap fondamental pour cet organisme étudiant national.

Notre Fédération songe sincèrement à se retirer de l’alliance. Pourquoi? L’ACAE fut établie sur des bases insuffisamment progressistes : l’ACAE ne respecte toujours pas LA valeur fondatrice de la FÉÉCUM, c’est-à-dire le droit à l’éducation. Sachez que je vous ai rédigé cette lettre en tant qu’ami du mouvement étudiant, pour que nous puissions remettre l’ACAE sur la bonne piste. Ce chemin, c’est de choisir l’éducation comme un droit, pour en faire un réel projet de société.

Je vous parlerai donc de trois choses : mon désaccord avec l'idéologie présente de l'ACAE ; la faiblesse de la militance de groupe d'intérêt ; et finalement, le syndicalisme de combat, une voie d'avenir encourageante et nécessaire pour le mouvement étudiant.

La philosophie de l'ACAE

Dès sa fondation en 1995, l'alliance s'est dotée de 4 principes directeurs. Les deux premiers principes sont ceux qui m'intéressent : *l'accessibilité et l'abordabilité.*

***Accessibilité :** L'ACAE croit que toute personne dotée pour les études et désirant accéder à l'éducation postsecondaire ne devrait être confrontée à aucun obstacle, qu'il soit de nature financière, sociale, politique, physique, culturelle ou autre.*

***Abordabilité :** L'ACAE estime que les étudiants ne devraient accumuler aucune dette déraisonnable ni insupportable afin d'accéder à l'enseignement postsecondaire ou de poursuivre leur formation.*

Les principes expliquent la raison d'être de l'organisme. Le premier principe – l'accessibilité – c'est à dire l'éducation pour tous – est excellent : on ne peut être contre la vertu. Toutefois, **le second principe, celui de « l'abordabilité », est contraire au premier principe. La notion de l'abordabilité est une véritable tare pour la lutte étudiante.** Le principe de « l'abordabilité » est hypocrite, car il vient enfermer l'accessibilité pour tous dans le paradigme de l'utilisateur-payeur. On a donc un principe directeur qui vient nous encadrer dans la vision néolibérale de l'éducation, une éducation marchandisée, une éducation où l'étudiant est inévitablement un client. S'il y a un endettement déraisonnable, c'est inévitablement parce que l'ACAE estime qu'il existe un endettement raisonnable. On fait donc affaire à un principe qui affirme l'obligation à l'étudiant de s'endetter, alors que l'on clame l'accessibilité pour tous...

Le Petit Robert définit le mot « principe » comme « une règle d'action s'appuyant sur un jugement de valeur et constituant un modèle, une règle ou un but ».² La FÉÉCUM rejette la marchandisation comme but de l'éducation.

Désirer un endettement raisonnable pour ses membres, cela serait sûrement correct pour des gérants de banques, mais ce n'est pas un but très noble pour une organisation étudiante!

Les étudiants n'ont jamais élu des leaders pour lutter pour une dette raisonnable. Et je doute sincèrement que vous, membres de l'ACAE, auriez pu être élus en tenant un tel discours auprès de vos étudiants. Débarrassons-nous de cet héritage répugnant qui provient des latrines du parti libéral fédéral.

L'ACAE a besoin d'objectifs beaucoup plus visionnaires, plus progressistes et franchement plus généreux. Il faut transformer l'idéologie de l'ACAE, d'abord pour mieux représenter les étudiants, mais surtout pour adopter un discours et une pratique plus efficace, davantage porteuse de changements.

² *Le nouveau petit Robert : dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française.* Dictionnaires le Robert, 2000. Principe, p.1530

La faiblesse du «*interest group*» étudiant

Ayant choisi la voie du néolibéralisme tiède dès sa création, l'ACAE s'est alors occupé à articuler le principe de la « dette raisonnable », concept stérilisant qui força l'organisation (dans un souci de cohérence interne) à faire de son effectif les apôtres de ce gospel réactionnaire auprès de leurs étudiants.

Depuis sa création, l'ACAE s'est historiquement posé comme allié du parti libéral, miroitants plateforme et discours dans ses revendications (je pense notamment au discours de « l'économie du savoir »). Elle n'a pas osé viser plus loin au nom de ce qu'elle appelle « pragmatisme »³. « pragmatisme et réalisme », mantra de l'impuissance politique. Par moment l'Alliance milita pour un gel, et par d'autres instants, appuyait l'indexation des frais universitaires (qui en somme signifiait revendiquer la hausse). Cela n'est pas pragmatique ni réaliste : du défaitisme qui nous a amenés à négocier à perte, et ce, à l'échelle nationale.

L'ACAE peut devenir un acteur politique si elle refuse d'être réduite à un « *interest group* ».

En ce moment, les revendications s'étalent surtout sur le court terme et sont dépourvues d'une vision du monde plus large, évitant de parler de l'éducation comme projet social. La voie choisie par les présidents tels que Alex Usher nous a placés dès nos débuts tout à fait à l'opposé d'une approche solidaire avec les mouvements sociaux. Incapable d'appuyer les luttes progressistes canadiennes, l'ACAE s'est isolé, se retrouvant sans les alliés naturels du mouvement étudiant, notamment les syndicats, les regroupements féministes, les coalitions contre la pauvreté, les partis de gauche, les ouvriers et les chômeurs!

Aujourd'hui, face à un gouvernement conservateur sans merci qui vient sabrer le financement public dans la culture, l'environnement, l'assistance sociale, l'éducation et contraint les institutions à privatiser la recherche universitaire, l'ACAE n'a plus d'oreille à Ottawa. Elle ne peut même plus se contenter de ces « victoires » partielles qu'elle obtenait autrefois sous les libéraux. Face à son impuissance, car ayant écarté toute possibilité de monter un rapport de force politique, l'organisation préfère se bercer d'illusions quant à son utilité et attendre la venue d'un gouvernement salvateur, plus ouvert à ses trop modestes demandes. En attendant, on fait un grand cirque où les universités membres se paient des rencontres au travers de tout le pays sur le dos de leurs étudiants.

L'ACAE se voit réduite à être un grand rassemblement de « networking » Toastmasters, qui a comme épreuve finale le fameux « lobbycon ».

L'aura d'importance et de respectabilité que dégagent ces meetings en veston cravate en a malheureusement envouté plus d'un. Obtenir des rencontres avec des ministres sans avoir un rapport de force établi au préalable est une stratégie peu gagnante. Les gouvernements fondent leurs grandes décisions sur des visées électoralistes, et non par des rapports rédigés par nos jeunes visiteurs armés de leurs bonnes intentions.

Sortir de l'impasse : un mouvement étudiant combatif

³ Dans sa définition de **Objectifs de l'Alliance canadienne des associations étudiantes**, il est affirmé que l'ACAÉ cherche à arriver à «*des solutions originales et pragmatiques*».

Plus que jamais, le Canada a besoin d'un mouvement étudiant combattif. Un mouvement qui lutte pour conserver les acquis des mouvements étudiants du passé, ainsi que pour assurer de nouveaux gains, et ce, par le biais de la contestation permanente. Le mouvement s'organise à construction et le maintien d'un rapport de force permanent devant l'État et l'élite économique.

« Si on veut que nos revendications soient satisfaites, il ne suffit pas de formuler des demandes au gouvernement; il faut entamer une escalade de moyens de pression lors de campagnes nationales. Pour ce faire, il faut tout d'abord que les revendications votées en assemblée générale soient largement partagées et appuyées par le plus d'étudiants et d'étudiantes possible. Lorsque, aux quatre coins du pays, la population étudiante décide de défendre ses revendications en s'engageant massivement dans diverses actions, une pression se fait sentir sur le gouvernement: c'est la force du nombre. L'instauration d'un tel rapport de force avant toute négociation fait en sorte que le gouvernement ne peut plus nous ignorer et est alors contraint de considérer nos revendications, ce qui augmente de façon significative les chances qu'elles soient satisfaites. »⁴

Il faut devenir acteur politique, pas spectateur : définir le climat politique, ne pas simplement le subir.

Nous sommes capables de construire un mouvement pour rebâtir le pouvoir étudiant, et nous pouvons prendre la route du syndicalisme de combat. Nous avons les ressources, des associations nationales (ACAE, FCEE) étudiantes avec des centaines de milliers de membres. En effectif brut, nous sommes en nombre égal (300 000 membres) avec un syndicat des plus puissant du pays, soit UNIFOR, qui regroupe les TCA (Travailleurs canadiens de l'automobile) et le SCEP (Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier).

Nous avons un devoir historique de renouer les liens entre le mouvement ouvrier et le mouvement étudiant pour créer un réel rapport de force. Sur ce plan, les perspectives d'avenir sont plus qu'encourageantes.

De plus, nous n'avons pas à réinventer la roue. Nous avons eu le privilège de voir en action le syndicalisme de combat lors du fameux printemps érable de 2012. C'est à ce moment qu'a fleuri tout le travail réalisé par la CLASSE : là, nous avons vu monter un réel rapport de force, une force populaire qui a politisé une génération entière! En rejetant la vision corporatiste du mouvement étudiant et en embrassant le syndicalisme de combat, la lutte contre les frais universitaires est devenue une lutte populaire contre le gouvernement néolibéral. Pour réaliser cet exploit, un énorme travail de terrain (sensibilisation, organisation, radicalisation) s'est produit, et ce bien avant 2005, c'est à dire depuis la dernière grande mobilisation étudiante québécoise.

L'ACAE doit puiser dans la riche expérience acquise par l'ASSÉ depuis 2005. Je termine donc cette lettre en vous tendant la main, chers membres de l'ACAE. La FEÉCUM vous propose de vous approprier les principes fondateurs suivants :

Considérant que l'éducation est un droit, non un privilège, l'ACAE croit en une éducation publique, gratuite, laïque, de qualité, accessible et non discriminatoire.

Pour réaliser ces objectifs, il est nécessaire de lutter pour :

⁴ <http://aveclasse.com/les-fondements-de-lasse/la-combativite/> consulté le 20 juin 2014

1. *pour un régime d'aide financière adéquate ayant pour but d'éliminer l'endettement étudiant et d'assurer la satisfaction des besoins fondamentaux;*
2. *pour un réseau d'éducation public libre de toute ingérence de l'entreprise privée, y compris la sous-traitance;*
3. *pour la démocratisation des institutions d'enseignement dans une perspective d'autogestion;*
4. *pour une solidarité syndicale avec toute lutte internationale progressiste visant le mieux-être de la société;*
5. *contre toute forme de mondialisation qui entérine la prédominance du profit sur le bien-être de la population.*

Qu'est-ce que signifie le mot pouvoir ? Le pouvoir signifie la capacité d'agir. Nous avons besoin d'un pouvoir étudiant canadien. En tant que représentant de la FÉÉCUM, mais surtout en tant que simple militant étudiant, je vous dis, chers membres de l'ACAE, réfléchissez sérieusement à votre rôle dans l'avenir du mouvement étudiant. Ces objectifs ne peuvent être réalisés que par l'organisation d'un mouvement étudiant combattif, au niveau national.

Débarrassons-nous du principe de l'abordabilité et embrassons le syndicalisme de combat, pour que l'éducation ne soit plus une affaire de privilège, mais un droit.

Ouvrages recommandés

1. Jean-Marc Piotte, *Le syndicalisme de combat*, 1977, Disponible gratuitement en ligne : http://classiques.uqac.ca/contemporains/piotte_jean_marc/syndicalisme_de_combat/syndicalisme_de_combat.pdf
2. Saul Alinsky, *Manuel de l'animateur social - Une action directe non violente*, Éditions du Seuil, Paris, 1976
3. Renaud Poirier St-Pierre, Philippe Ethier, *De l'école à la rue*, Écosociété, Montréal, 2013
4. Eric Martin, Maxime Ouellet, *Université Inc. : Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir*, Montréal, Lux Éditeur, 2011
5. Pineault, Éric. *Quebec's red spring: an essay on ideology and social conflict at end of neoliberalism*. Studies in Political Economy : a socialist review. No 90 (autumn 2012), p. 29-56. Disponible gratuitement en ligne : <http://spe.library.utoronto.ca/index.php/spe/article/download/19268/16004>
6. Gabriel Nadeau Dubois, *Tenir tête*, Montréal, Lux Éditeur, 2013.

“The liberal class has ossified. It has become part of the system it once tried to reform. It continues to speak in the language of technical jargon and tepid political reform, even though the corporate state has long since gutted the mechanisms for actual reform. The failure by the liberal class to adjust to the harsh, new reality of corporate power and the permanent war economy, to acknowledge its own powerlessness, has left the liberal class isolated and despised. The liberal class has died because it refused to act as if anything had changed. It ignored the looming environmental and economic collapse. It ignored the structural critique that might pull us back from the horrific

effects of climate change and a global depression. Our power elite and their liberal apologists lack the ideas and the vocabulary to make sense of our new and terrifying reality."

-Chris Hedges, *Death of the liberal class*, Vintage Canada Editions, 2010, p 153